



PARTENAIRES DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE :

Programme de relance économique fiscalement neutre, appuyé par les industries canadiennes de défense et de sécurité

Le gouvernement du Canada peut stimuler de manière significative la croissance, l'investissement et l'emploi dans l'économie canadienne en respectant ses engagements actuels de dépenses en capital en matière de défense au cours des deux prochaines années; en utilisant au maximum ses instruments politiques et programmes existants pour engager autant de ces dépenses que possible dans la base industrielle de défense (BID) canadienne; en améliorant le processus de contrôle des exportations afin d'éliminer les retards actuels et futurs; et en favorisant les cyberentreprises canadiennes à mesure que le gouvernement passe à une situation de travail plus flexible et à distance. Ces dépenses sont prévues dans le cadre fiscal du gouvernement et n'ont donc aucune incidence sur le déficit budgétaire. La BID canadienne offre des salaires élevés, est axée sur la recherche-développement et a une main-d'œuvre hautement qualifiée qui a démontré sa résilience tout au long de la pandémie.

L'INDUSTRIE CANADIENNE DE DÉFENSE TOUT AU LONG DE LA PANDÉMIE

La BID canadienne s'en est mieux sortie que d'autres secteurs de l'économie pendant la pandémie. Il n'y a eu aucune mise à pied significative au cours des derniers mois, et la plupart des entreprises ont été en mesure de poursuivre leurs opérations et leur production. Les contrats du gouvernement, principalement ceux du ministère de la Défense nationale, constituent la principale source de commerce national pour l'industrie et ont été respectés. Le processus actuel d'approvisionnement en défense pour les nouveaux projets s'est poursuivi.

Les ventes à l'étranger, qui comptent pour 60 % des revenus de l'industrie de la défense, ne semblent pas encore touchées par la pandémie et la récession mondiale qui y est liée.

L'INDUSTRIE CANADIENNE DE DÉFENSE ET LE PLAN DE RELANCE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

L'industrie canadienne de défense peut jouer un rôle important dans le plan de relance économique du gouvernement. L'industrie peut conserver et élargir la production et les emplois bien rémunérés partout au Canada si le gouvernement s'en tient au plan d'immobilisations, tel qu'énoncé dans Protection, sécurité et engagement (PSE) dans et le Programme des capacités. Il s'agit d'un moyen rentable pour le gouvernement de fournir le « stimulus » économique, puisque tous les projets mis en lumière dans les plans d'immobilisations sont dûment chiffrés, fondés sur la comptabilité d'exercice et entièrement financés dans le cadre fiscal avant-COVID-19 du gouvernement.

Selon l'engagement de financement énoncé dans PSE, David Perry, vice-président, analyste principal à l'Institut canadien des affaires mondiales, estime qu'environ 17,5 milliards de dollars pour l'exercice financier 2021-2022 et un montant semblable pour l'exercice 2022-2023 devraient être alloués par le gouvernement pour les biens d'équipement et les acquisitions nationales (p. ex. le soutien en service, la maintenance, la réparation et la révision).

Nous invitons le gouvernement à respecter l'engagement financier pris dans Protection, sécurité et engagement. Conjointement, le ministère de la Défense nationale et les autres ministères concernés (p. ex. SPAC et SCT) devraient prendre les mesures nécessaires pour que ces capitaux soient dépensés pendant les deux prochains exercices financiers. Nous reconnaissons que respecter ces engagements financiers représente un défi compte tenu des processus d'approvisionnement inefficaces actuels. Le gouvernement aura besoin d'accélérer ces processus en période de crise, comme il l'a fait pour les contrats concernant les biens essentiels durant la pandémie, afin de stimuler l'économie et de créer des emplois.

RECOMMANDATIONS DE RELANCE

Éléments d'un programme de relance efficient :

- 1 Utiliser autant des fonds promis et alloués dans PSE que possible.
 - Prioriser à nouveau les projets de PSE selon leur incidence sur l'économie et la BID canadienne, comme l'a déterminé ISDE et le MDN.
 - Remédier aux inefficacités dans les processus d'approvisionnement existants.
- 2 Favoriser les PME et les chaînes d'approvisionnement canadiennes pour s'assurer que le plus de dépenses en défense possible sont attribuées à la BID canadienne, pour que les travailleurs canadiens en bénéficient, comme suit :
 - Se prévaloir de l'exception au titre de la sécurité nationale pour aller chercher la capacité là où elle existe au Canada.
 - Utiliser avec fermeté le pouvoir d'acquisition de SPAC afin de favoriser l'industrie canadienne, particulièrement du point de vue des PME et de la chaîne d'approvisionnement.
 - Appliquer de manière résolue la Politique des retombées industrielles et technologiques/Propositions de valeur à tous projets dont la valeur se situe entre 20 et 100 millions de dollars.
 - Accorder autant de contrats nationaux d'approvisionnement que possible, puisque la majorité de cet investissement devrait demeurer au Canada.
- 3 Améliorer le processus de contrôle des exportations afin d'éliminer les retards existants et futurs, puisque nous estimons que cela pourrait représenter des contrats pouvant atteindre une valeur de 2 milliards de dollars pour les entreprises canadiennes à mesure que l'économie se redresse.
- 4 Favoriser les cyberentreprises canadiennes au moment où le gouvernement adopte une situation de travail plus flexible et à distance. Déterminer les exigences à court terme du gouvernement et les jumeler avec la capacité de la cyberindustrie canadienne.

Une portion significative des dépenses en capital serait attribuée aux entreprises étrangères dans d'autres pays, mais le gouvernement peut prendre les mesures voulues pour s'assurer que la plus grande partie possible de ces dépenses sont injectées dans la BID canadienne afin d'en faire bénéficier l'économie et les travailleurs canadiens. Cela nécessite une application résolue de la Politique des retombées industrielles et technologiques et des Propositions de valeur d'ISDE, de même qu'une utilisation plus ferme du pouvoir d'acquisition de SPAC afin de favoriser l'industrie canadienne, particulièrement du point de vue des PME et de la chaîne d'approvisionnement. Les dépenses en approvisionnement à l'échelle nationale devraient également être accrues, puisqu'elles seront probablement axées sur le marché national.

RÔLE DES EXPORTATIONS EN DÉFENSE DANS LA RELANCE ÉCONOMIQUE

L'AICDS estime que des contrats de vente à l'étranger pour l'industrie de la défense pouvant atteindre une valeur de 2 milliards de dollars sont présentement en attente d'approbation par Affaires mondiales Canada (AMC). Ce problème de retard s'accumule depuis au moins un an et a maintenant atteint un point critique.

Les entreprises canadiennes compétitionnent les unes contre des entreprises étrangères qui font des soumissions avec des lettres de soutien de leur propre gouvernement, pendant que le régime d'exportation du Canada, qui est moins actuel et prévisible que les autres autorités en compétition comme les États-Unis, le Royaume-Uni ou l'Australie, empêche les entreprises canadiennes de s'engager à respecter une date de livraison. Des centaines de millions de dollars en ventes d'exportation en défense sont donc perdus ou à risque de l'être, et des centaines de millions de dollars de plus en contrats conclus avec succès sont bloqués à cause du retard dans l'attribution de permis. Éliminer le retard et assurer un processus plus efficace et transparent dans l'avenir permettrait de débloquer des milliards de dollars à court terme sans qu'il en coûte un sou au cadre fiscal gouvernemental.

CYBERSÉCURITÉ, CYBERDÉFENSE ET RELANCE ÉCONOMIQUE

La pandémie de COVID-19 a exposé de nouveaux risques en matière de cybersécurité dans le contexte d'une main-d'œuvre travaillant majoritairement à distance. Il s'agit d'un problème particulièrement concret pour le gouvernement fédéral et sa main-d'œuvre.

Une recherche effectuée par l'AICDS, ISDE et Statistique Canada montre qu'une industrie de cybersécurité robuste, spécialisée et de classe mondiale existe au Canada, particulièrement au sein des PME. Toutefois, ces entreprises font de petites affaires avec le gouvernement du Canada. La majorité de leur chiffre d'affaires provient du secteur privé auprès de clients canadiens et étrangers, y compris les gouvernements étrangers. En conséquence, à un moment où le gouvernement est aux prises avec des brèches de cybersécurité pour ses télétravailleurs, chaque effort devrait être déployé pour favoriser la cyberindustrie canadienne dans les contrats visant à refermer ces brèches.

ENGAGEMENT, COOPÉRATION ET COORDINATION

Stimuler une importante activité économique axée sur l'innovation, créer des emplois, et faire la promotion du caractère concurrentiel du Canada demanderont un engagement, une coopération et une coordination robustes de la part de plusieurs agences et ministères fédéraux touchés par les acquisitions en matière de défense et l'exportation en défense. De telles mesures pourraient aussi nécessiter un nouveau partenariat entre le gouvernement et l'industrie canadienne. Par cet effort, un stimulus à court terme peut être injecté dans l'économie canadienne, et ce, sans incidence sur le déficit budgétaire d'Ottawa.

À PROPOS DE L'AICDS

L'Association des industries canadiennes de défense et sécurité (AICDS) est la voix nationale d'une industrie comptant plus de 900 entreprises canadiennes de défense et de sécurité qui offrent des produits, des services et des technologies de classe mondiale fabriqués au Canada et recherchés dans le monde entier. L'industrie de la défense contribue à l'emploi de plus de 60 000 Canadiens et génère 10 milliards de dollars en revenus annuels, dont près de 60 % proviennent des exportations. @CADSiCanada

Pour en savoir plus,
communiquez avec :

Nicolas Todd
VP, Communications et relations
avec le gouvernement

Association des industries
canadiennes de défense et
de sécurité (AICDS)

nicolas@defenceandsecurity.ca
Tél. : 613.235.5337, poste 37
www.defenceandsecurity.ca

PORTÉE NATIONALE DE LA BID CANADIENNE



ENGAGEMENTS DE LA DÉFENSE NATIONALE POUR LES DÉPENSES EN CAPITAL



BASE INDUSTRIELLE DE DÉFENSE CANADIENNE



PLUS DE
\$10B
MILLIARDS DE DOLLARS
EN VENTES



60 000
EMPLOIS



6,2
MILLIARDS DE \$ DU PIB



90 %
DE PETITES
ET MOYENNES
ENTREPRISES



60 %
DES VENTES ISSUES
DES EXPORTATIONS

Données recueillies dans « État de l'industrie
Canadienne de la défense »